

Rapport sur la création d'une chaire

1. Résumé

Intitulé de la chaire : **Renseignement – Intelligence Studies**

EPN : 15-Stratégies; Laboratoire : Lirsa

Rapporteur : **Thomas Durand**

Domaines d'expertises, mots-clés : Renseignement, *intelligence studies*, concurrence, diplomatie, géopolitique, défense, terrorisme, espionnage, crises, anticipation, collecte-analyse-synthèse, décision, protection, sécurité des biens et des personnes, information, influence, données, cybersécurité, contre-espionnage, antiterrorisme, diplomatie d'affaire, confidentialité, habilitation.

1-État de l'art au CNAM, en France, à l'international :

Longtemps, le renseignement a été l'apanage de l'Etat et en particulier de la Défense. Le renseignement était inséré dans des dispositifs intégrés et protégés où l'information était collectée, traitée, analysée, synthétisée avant d'être transmise aux décideurs, leur octroyant une autonomie d'appréciation des situations, et, par-là, éclairant leurs décisions. Une partie de la veille concurrentielle dans le monde des entreprises et plus encore de la sécurité (pour protéger les biens et les personnes) était assurée par les anciens des « services » qui amenaient aux entreprises leurs méthodes apprises et développées au service de l'Etat.

Néanmoins, la France n'a pas la tradition du renseignement et des *intelligence studies* que l'on trouve dans les pays anglo-saxons.

Le projet de chaire présenté par Alain Bauer du pôle SD-R3C vise à créer au Cnam une capacité spécifique intégrée au pôle pour opérer un rattrapage français dans le domaine, alors même que le contexte et les besoins ont fortement évolué avec la transformation des menaces.

Un changement de paradigme

En 2008, le livre blanc de la Défense est devenu le livre blanc de la Défense et de la Sécurité. Ce changement d'intitulé était tout sauf anodin. Il s'agissait de prendre acte de ce que les menaces venaient de changer de nature avec l'irruption du terrorisme.

Jusque-là, le monde du renseignement était régi par le temps long, le secret, l'absence de partage entre services. En contraste le monde de l'anti-terrorisme doit travailler dans l'urgence, nécessite de partager l'information, d'échanger avec la terre entière. Un changement culturel s'imposait. Il est encore en cours, avec difficultés. (Ces difficultés sont d'ailleurs rencontrées partout dans le monde pour adapter les dispositifs et les équipes du Renseignement aux spécificités de l'anti-terrorisme).

Dans ce contexte, les « services » ont aussi compris l'importance des éclairages universitaires, par exemple sur le processus de radicalisation et le passage à l'acte. Là encore, c'est un changement de posture qui prend du temps à s'opérer tant les habitudes et les préventions historiques sont prégnantes.

Sur un autre registre, l'activisme de la justice américaine utilisée comme arme concurrentielle contre les groupes multinationaux non US n'est plus à démontrer. Dans cet autre domaine, après quelques dossiers sensibles, l'Europe ne peut rester sans rien faire.

En résumé, la France (et l'Europe continentale) ont un retard à rattraper sur ce champ du renseignement et des *intelligence studies*. Le Cnam est bien placé pour contribuer à ce rattrapage en créant un centre d'excellence autour d'une chaire Renseignement au sein du pôle SD-R3C.

2-Résumé et enjeux, incluant impact économique et sociétal :

Le renseignement participe d'une palette d'activités qui peut être décrite selon deux dimensions principales :

- la nature des objectifs poursuivis : offensif (« accéder à » ou défensif (« protéger »)
- la nature de ce qu'il s'agit de protéger ou auquel il s'agit d'accéder : (des « informations » ou des « biens et des personnes »).

En d'autres termes, le champ couvert va de l'accès à l'information (renseignement, espionnage ou *intelligence studies* selon les termes qui sont les plus appropriés selon les contextes) à la protection des informations que l'on détient (contre-espionnage, cybersécurité, etc.). Mais il couvre aussi la diplomatie des affaires et l'influence, et leur contraposé, à savoir la sécurité des personnes et des biens, avec, dans ce dernier cas, des agents bottés et armés. En ce sens le renseignement concernerait principalement le premier segment, à savoir l'accès à l'information et son utilisation pour informer des décisions. Toutefois les liens entre les quatre segments identifiés sont tels qu'il est souhaitable de les discuter conjointement ici.

Ces activités se développent, mais à des rythmes différents : ainsi le marché privé de la sécurité croît plus vite que la veille concurrentielle. Dans le public, la préoccupation sécuritaire de l'anti-terrorisme est devenue majeure, à tel point que l'Etat promet au Cnam de financer des postes autour de la chaire Renseignement si le Conservatoire crée cette chaire.

Les métiers du renseignement vont de bac +2 ou 3 à bac +8, avec une palette de compétences et de connaissances en histoire, philosophie, droit, sciences politiques, relations internationales, économie, gestion, capacité de synthèse et qualité de plume, mais aussi en Systèmes d'information, gestion de la data, cybersécurité, ou encore psychologie, anthropologie, sociologie, comme en éthique, droit administratif ou capacités linguistiques. Il s'agit de décoder le monde et le jeu des acteurs à travers l'observation, l'écoute attentive, l'infiltration, les recoupements, la puissance de l'analyse, la capacité de synthèse et la finesse dans la présentation des situations.

Les acteurs en France représentent 20 000 emplois dans le public, correspondant à 14 000 emplois dans les 6 services au cœur du dispositif, outre l'académie du renseignement et la coordination nationale. Au-delà, il y a environ 6 000 emplois dans les 24 services de ce qui est décrit comme le « second cercle », dont par exemple la pénitenciaire (le renseignement dans les prisons).

En comparaison, le secteur privé représenterait de l'ordre de 10 000 personnes. A noter que si ces chiffres ne viennent pas de statistiques professionnelles mais d'entretiens auprès d'acteurs du secteur, ils ont été suffisamment recoupés pour permettre de se fier à ces ordres de grandeur. Ceci signifie que le besoin annuel de recrutement pour les besoins publics et privés est de l'ordre de 1000 par an. Dans le contexte actuel et compte tenu des anticipations étatiques, ce chiffre est plutôt susceptible d'évoluer sensiblement à la hausse plutôt qu'à la baisse.

Conclusion

L'information est au cœur d'enjeux géopolitiques, de souveraineté politique et économique, d'accès aux marchés mondiaux, de concurrence entre entreprises, de protection des personnes et des biens, de cybersécurité. Dans un contexte d'insuffisance du dispositif de formation et de recherche relatif au Renseignement et aux *intelligence studies* dans l'enseignement supérieur français, le Cnam peut devenir un centre de référence en France dans le domaine et



Assemblée des chaires (Bureau)

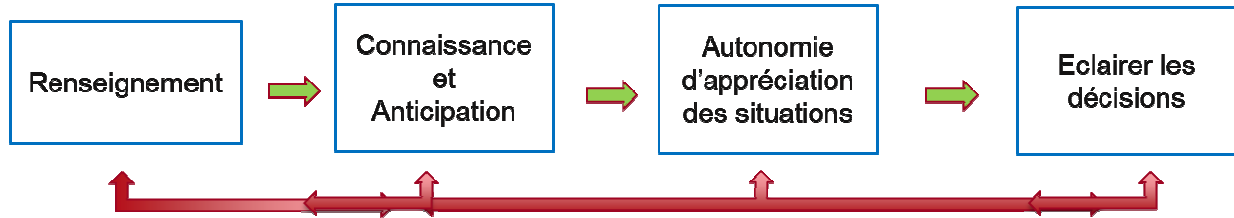
intégrer le club des formations qui comptent dans l'union Européenne et au-delà. Il existe d'ailleurs, à travers le monde, un potentiel de besoins dans nombre de pays qui, alliés de la France, partagent les mêmes enjeux de sécurité.

L'attente sociale en France est patente, traduite par la volonté durable de l'Etat de défendre les populations et la démocratie contre le terrorisme et les actions de déstabilisation et d'influence d'où qu'elles viennent. Cette volonté se traduit concrètement sur ce projet de chaire par la promesse des pouvoirs publics de doter le Cnam en postes fléchés pour les activités de cette chaire si le Conservatoire choisit de retenir ce projet.

Compte tenu du très faible nombre de diplômés annuels des quelques établissements d'enseignement supérieur s'intéressant au renseignement et aux *intelligence studies* en France (IEP Paris, une chaire partenariale de recherche non diplômante à Dauphine, IEP Aix en Provence, Ecole de guerre économique) et compte tenu du poids pris par le Cnam en 10 années de développement de son pôle PSD-R3C dans le champ Défense-Sécurité, il apparaît que la chaire projetée peut légitimement viser à former une part significative des acteurs du renseignement, en devenant le centre de référence en France.

Argumentaire

Le renseignement est pour le secteur public un enjeu de souveraineté



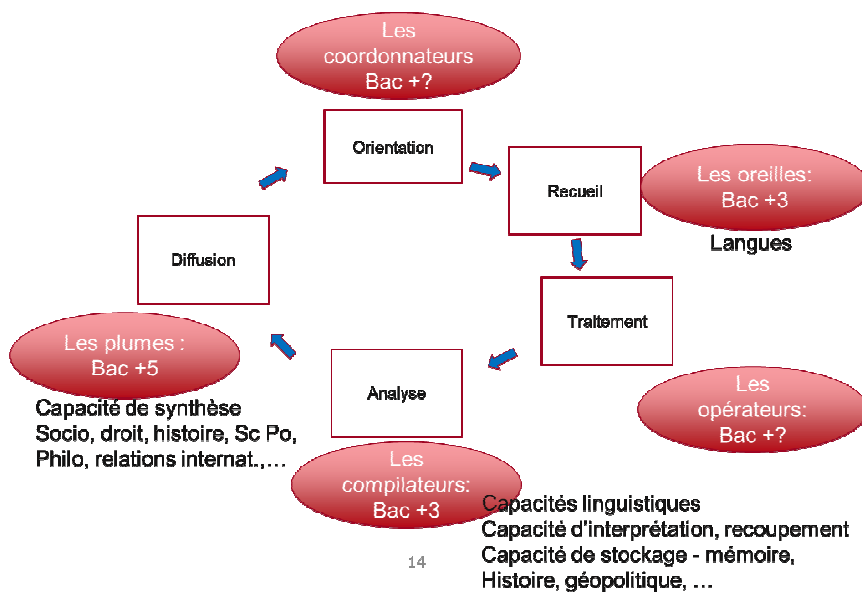
Les activités de formation et de recherche que conduira la chaire en projet servent trois grandes finalités :

1. Le renseignement d'intérêt politique et géopolitique
2. Le renseignement militaire
3. Le renseignement économique et industriel

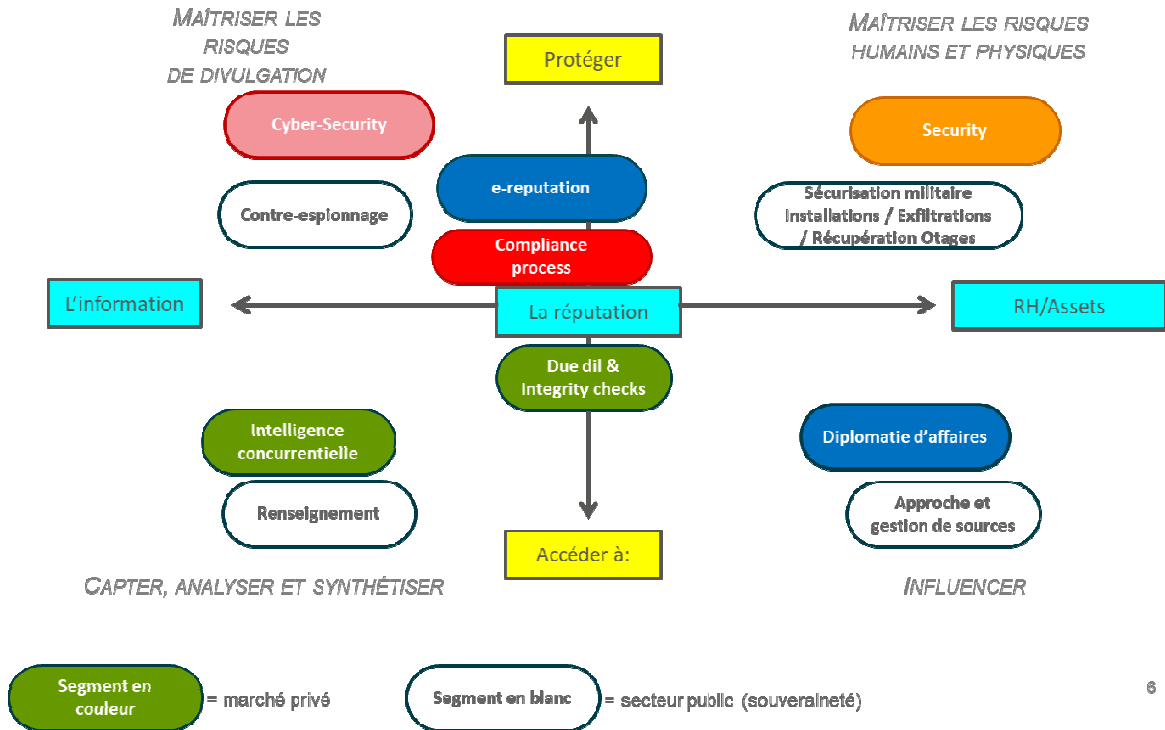
... en se préoccupant de cinq menaces différentes, parfois entremêlées.

1. Terrorisme (Anti-terrorisme)
2. Espionnage (Contre-espionnage)
3. Prolifération
4. Criminalité organisée (Lutte contre le crime organisé)
5. Subversion

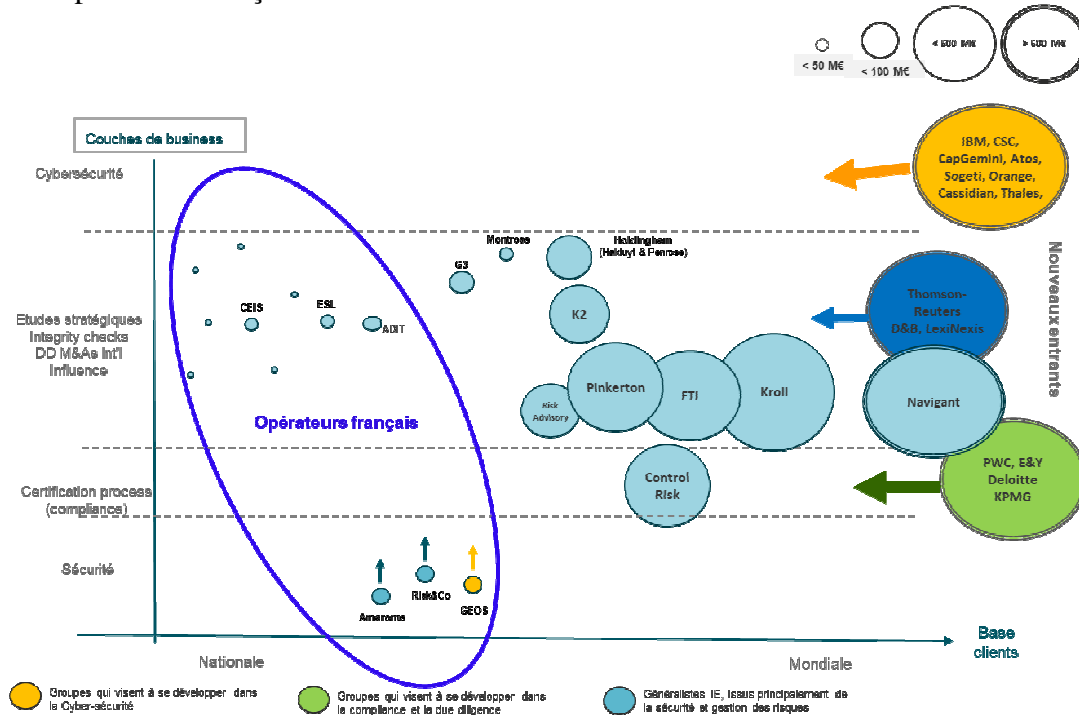
Les métiers correspondants couvrent une large palette de compétences suivant les étapes du cycle du renseignement :



Le domaine des « *intelligence studies* » s'insère dans un champ plus large qu'il importe de prendre en compte pour disposer d'une vision d'ensemble.



Les opérateurs français sont de taille modeste face aux concurrents internationaux :



Sources: Diane, Orbis, Kompass, sites internet

Synthèse du projet :

L'information est au cœur d'enjeux géopolitiques, de souveraineté politique et économique, d'accès aux marchés mondiaux, de concurrence entre entreprises, de protection des personnes et des biens, de cybersécurité. Le domaine des « *Intelligence studies* » est très répandu dans le monde anglo-saxon mais peu traité en France dans l'enseignement supérieur. Le Cnam a développé un pôle de formation et de recherche Sécurité-Défense Renseignement (PSD R3C) et une équipe de recherche devenus significatifs dans le paysage académique. Le PSDR3C du Cnam anime des relations partenariales avec la communauté et l'académie du renseignement. Le projet consiste à créer, autour de cette chaire Renseignement au Cnam, un centre national de référence sur le sujet.

Fait à Sèvres, le 16 octobre 2021

Thomas Durand

Pr Thomas Durand
Chaire management stratégique